

Jacques De Cock
Thierry Delplanq
Charlotte Goëtzi
Anne Morelli
Rosa Terrizzi



INVENTAIRE DU FONDS PERRONE

Le communisme "bordighiste"
exilé en Belgique

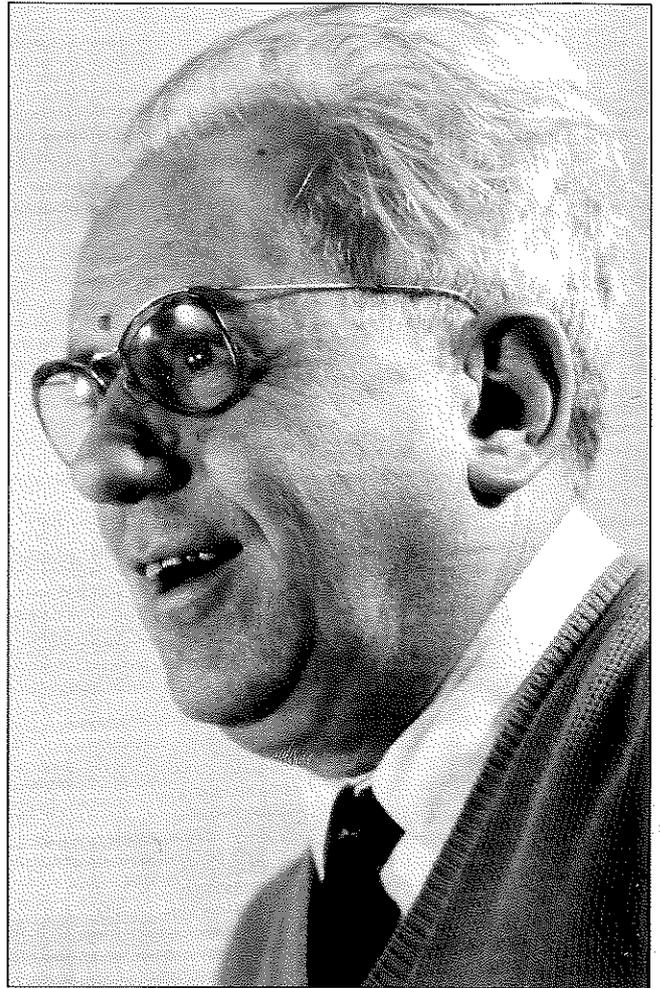


Groupe d'histoire et de sociologie du communisme

ULB

CENTRE D'HISTOIRE ET DE SOCIOLOGIE
DES ANARCHES
Institut de Sociologie - UCLB
Avenue Jeanne, 41 - B-1050, Bruxelles





Ottorino Perrone (1897-1957)

**CENTRE D'HISTOIRE ET DE SOCIOLOGIE
DES SAUVAGES**
Institut de Sociologie - UCLB
Avenue Jeanne, 41 - B-1050 Bruxelles

Les «communistes de gauche» italiens en exil en Belgique

La fraction italienne des communistes de gauche

Le communisme intransigeant de l'entre-deux-guerres, appelé aussi «fraction des communistes de gauche», a reçu, en ce qui concerne sa composante italienne, le surnom de «bordighisme», dérivant du nom du premier secrétaire du parti communiste italien, Amadeo Bordiga.

Cette appellation, utilisée ici par commodité, a été constamment repoussée par les bordighistes et Bordiga lui-même, comme la liaison abusive d'un courant de pensée radical à une personnalité précise.

Ni trotskyste ni «centriste», ce courant est historiquement lié de manière indélébile au leader communiste napolitain.

A la fin de la première guerre mondiale A. Bordiga était, au sein du parti socialiste italien, à la tête d'une «fraction» dite «abstentionniste» -car elle refusait de participer à la vie parlementaire- qui publiait, via la Fédération de Naples du P.S.I. qu'il dirigeait, un organe appelé «Soviet».

Dès son détachement du P.S.I., la fraction abstentionniste de Bordiga créait en janvier 1921 à Livourne le parti communiste italien en se réunissant au groupe de «L'Ordine Nuovo» de Turin, dirigé par Antonio Gramsci.

Les «Thèses de Rome» que le P.C.I., adopta en 1922, étaient très largement inspirées par la tendance de gauche représentée par Bordiga.

Aux troisième et quatrième congrès du Komintern le P.C.I., dirigé par ce courant s'opposa aux directives estimées trop «centristes» de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste (I.C.), via Jules Humbert-Droz notamment,¹ va tenter de convertir aux décisions de l'I.C. le premier secrétaire général du P.C.I. Constatant le désaccord complet et l'intransigeance des positions du C.E. du P.C.I., le délégué va s'attacher à remplacer le groupe dirigeant italien par un groupe favorable aux thèses de l'I.C. Amadeo Bordiga refusant d'être «discipliné» les «gauchistes» du P.C.I. finissent par être écartés de la direction du parti italien auquel l'I.C. impose une direction «centriste» (Gramsci, Togliatti,...) lors du congrès de 1926 qui se tient à Lyon, les fascistes ayant pris le pouvoir en Italie.

Le courant de gauche du P.C.I. en exil va prendre pour bases théoriques les «Thèses de Rome» de 1922 et la «plate-forme de la gauche» présentée à Lyon (mais qui n'obtiendra plus la majorité), pour se constituer officiellement en fraction italienne de gauche à la conférence de Pantin (Paris) en 1928. Ses membres sont exclus du P.C.I. «officiel» mais ont des divergences trop profondes avec le trotskysme pour pouvoir rejoindre en 1930 l'Opposition Internationale de Gauche, ils vont avoir en outre à naviguer en l'absence de leur premier «timonier».

La «retraite» de Bordiga.

A partir de 1930 Bordiga va entamer une parenthèse de près de quinze ans de «retraite» politique volontaire hors des mouvements com-

munistes.

Combattant irréductible de toutes les formes de réformismes et déserteur conscient de sa classe en faveur de la classe ouvrière, pourquoi a-t-il accepté cette mise à l'écart ?

Certes, il va connaître pendant le fascisme des périodes de détention et de mise au confin (dont un mois vécu fraternellement avec Gramsci à Ustica, de la fin de 1926 au début de 1927), mais ces périodes sont encore très politisées puisque c'est au confin de Ponza qu'il vote une motion en faveur de Trotsky (ou plutôt opposée à la motion anti-Trotsky) qui va entraîner son expulsion formelle du PCI en 1930.

De 1930 à 1945, par contre, il ne se consacrera qu'à son métier d'ingénieur et à l'étude. Par lâcheté ?

Parce qu'il était persuadé de l'inutilité, en période de contre-révolution, de toute action politique telle qu'il l'imaginait ? Parce qu'il estimait plus utile la réflexion théorique qu'une action sur le terrain toujours vouée à l'échec ?

Considéré par Mussolini comme inoffensif, Bordiga voit le fascisme omettre à partir des années trente de lui créer des problèmes, peut-être dans le but de le discréditer aux yeux de ses ex-camarades.

A partir de 1945, Bordiga va de nouveau émerger sur la scène politique italienne, mais sans plus jamais atteindre la carrure qu'il avait dans les années vingt.

Inexistants sur le terrain électoral, les bordighistes resteront actifs dans les élaborations théoriques de l'extrême gauche par leur radicalisme logique, même s'ils restent en pratique complètement stériles et souvent bloqués aux situations antérieures à la Seconde Guerre mondiale.²

On doit évidemment se demander comment, malgré quinze années de silence total de leur leader, les petits groupes bordighistes ont pu connaître une certaine continuité.

L'explication de cette continuité doit être trouvée dans l'émigration politique de la période fasciste.

Les bordighistes sans Bordiga

On sait que l'avènement du fascisme a laissé sur les routes de l'exil une émigration politique souvent évaluée à environ un million d'Italiens. Tous les partis antifascistes ont évidemment contribué à cette émigration politique, mais le Parti communiste, dont les membres sont l'objet de persécutions particulières, y participe pour une large part.

Parmi ces communistes italiens contraints à l'exil, on retrouve évidemment des «intransigeants» qui, après le passage du PCI à une direction fidèle à Moscou, vont être expulsés ou s'en détacher.

La fraction de gauche du PCI va naître en tant qu'entité autonome (basée sur les «Thèses de Rome» et la «Plate-forme de la gauche») à Pantin en 1928 et va «tenir», complètement isolée de l'Italie, jusqu'à la fin de la guerre.

Les *bordighistes*—qui refusent ce nom qui les attacherait à une personne plutôt qu'à un courant révolutionnaire—sont dans l'exil, pour des raisons idéologiques plus que de sécurité, en grande majorité des militants réclamant l'anonymat et qui écrivent sous des pseudonymes.

Une personnalité marquante va cependant se détacher pour animer la fraction en exil et, par sa présence à Bruxelles, va fixer en Belgique un certain nombre d'oppositionnels du PCI. Il s'agit d'Ottorino Perro-ne, dont le rôle fut essentiel dans le maintien d'un courant de gauche

Le groupe d'histoire et de sociologie du communisme de l'Université libre de Bruxelles vient de recevoir les archives d'Ottorino Perrone et de son fils Amadeo³ qui permettent de mieux cerner le courant bordighiste en exil et la personnalité de son incontestable leader.

Ottorino Perrone, alias Vercesi, est né à L'Aquila, dans les Abruzzes, le 9 mai 1897. L'informateur de police en Italie le considère comme un «propagandiste habile et très rusé, extrêmement dangereux à cause de son intelligence, de ses relations et de sa culture».⁴ Avec une formation de base d'expert-comptable, Ottorino Perrone part étudier à Venise, où il obtient une licence en économie et droit à l'école supérieure de commerce. C'est dans cette région qu'il participe à ses premiers combats antifascistes, notamment à l'occasion des occupations d'usines en 1920 à Mira.⁵ Lors du congrès de Livourne de 1921, qui voit le Parti communiste se détacher du Parti socialiste, il rejoint le premier et adhère aux thèses du fondateur du PCI, Amadeo Bordiga. Sa fidélité aux idées bordighistes ne se démentira jamais. En 1922, il est arrêté à Venise et figure parmi les accusés d'un procès dressé contre les antifascistes qui s'étaient violemment heurtés aux squadristes de Mussolini. A cette époque, rédacteur de l'*Unità* et de *Il lavoratore*, il est en relations avec le Comité exécutif et la plupart des dirigeants du PCI. En 1923, il est ramené de force de Venise à sa province d'origine. En 1924, il se rend à Moscou au Congrès de la III^{ème} Internationale communiste. Il émigre ensuite clandestinement en France où il participe très activement à la défense des thèses de la gauche «bordighiste» au congrès du PCI à Lyon en 1926.

Expulsé de France en 1927, il va poursuivre en Belgique la diffusion des idées de l'opposition de gauche, désormais exclue du Parti communiste.

L'immigration italienne —arrivée massivement entre 1920 et 1930— n'avait pas en Belgique de noyau socialiste bien implanté, et le terrain était donc libre pour les communistes (en majorité «centristes» mais aussi oppositionnels) dans ce milieu profondément antifasciste.

Autour de Perrone se regroupent à Bruxelles un certain nombre de bordighistes avec lesquels il fait paraître un bimensuel en italien, *Prometeo*, qui vivra dix ans, et une revue théorique en français intitulée *Bilan*. Ottorino Perrone, intellectuel droit et intègre, jouit de la sympathie de nombreuses personnalités socialistes belges (P. H. Spaak, P. Vermeylen...) qui font suspendre l'expulsion dont il est l'objet dès 1928.⁶ Il fait également intervenir ces socialistes pour protéger d'autres réfugiés antifascistes, mais ne profite jamais de leur appui pour améliorer sa situation personnelle. Il travaille comme comptable au syndicat des typographes et vit modestement dans un quartier ouvrier d'Anderlecht. Politiquement, il reste très actif, maintient un certain temps des rapports avec Trotsky et les opposants russes (mais leurs points de vue se séparent), noue des contacts avec l'opposition de gauche belge et française, approfondit la réflexion théorique notamment sur la nature révolutionnaire ou non de l'Etat soviétique puis de la guerre civile espagnole. Il est, avec une remarquable continuité doctrinale, le fil conducteur des communistes italiens antistaliniens, mais reste lié au mouvement ouvrier belge, notamment via le syndicat (qui tentera cependant de l'expulser).

Pendant la guerre, les autorités italiennes de Belgique demandent

son arrestation à la Gestapo. Activement recherché, il reste caché pendant près de trois ans. A la Libération, il représente la fraction de gauche communiste dans la «Coalizione antifascista» qui défend vis-à-vis des autorités belges et des forces alliées les intérêts de la communauté italienne. L'honnêteté et le désintéressement de Perrone, reconnus par toute la colonie, le font proposer à la tête de la Croix-Rouge italienne, qui s'occupe des questions de rapatriement, de regroupement des prisonniers, etc...

A travers cette fonction, il exerce, de fait, dans les locaux du consulat d'Italie, rue de Livourne, toutes les responsabilités consulaires avec l'aide de quelques employés laissés à sa disposition. Après l'arrivée de la nouvelle équipe diplomatique, il se retire de cette fonction que les bordighistes «durs» lui reprocheront d'avoir acceptée et maintient jusqu'à sa mort, le 17 octobre 1957 à Bruxelles, une activité axée vers la réflexion politique.⁷

Le charisme d'Ottorino Perrone sur les membres de la fraction était très réel. J'ai interviewé plusieurs anciens bordighistes (Bruno Proserpio, Linda Carrà Gagliardi, F. Borsacchi, Henri Heerbrant...), qui tous m'ont confirmé ce que m'avait légué ma tradition familiale, à savoir l'extraordinaire ascendant d'Ottorino Perrone sur son entourage, son don de persuasion. Tous ont gardé de Perrone un souvenir magnifique: à la fois maître à penser et «bon samaritain», l'intégrité personnifiée.⁸

Henri Heerbrant, qui s'était détaché d'Ottorino Perrone sur le plan politique, lui restait reconnaissant de lui avoir révélé la pensée de Bordiga et le définissait comme un «saint laïque», même s'il lui reprochait d'être «trop humaniste, trop conciliant, trop sentimental».⁹ D'autres membres de son parti, en Italie, lui en ont voulu d'avoir secouru à la Libération des prisonniers italiens qui avaient combattu jusqu'au dernier moment dans les rangs fascistes et d'avoir intercédé en faveur du «menu fretin» d'émigrés économiques qui s'étaient laissés un moment aller à adhérer au fascisme en Belgique ou étaient partis comme travailleurs volontaires en Allemagne par nécessité économique bien plus que par conviction.¹⁰

Il faut avoir présent à l'esprit cette droiture et cet ascendant moral d'Ottorino Perrone pour comprendre comment son petit groupe a réussi à survivre en Belgique, à travers vents et marées, pendant les vingt années du fascisme en Italie.

Les bordighistes étaient concentrés à Bruxelles mais avaient également quelques ramifications à Seraing et à Gilly. A Bruxelles, les réunions de la fraction avaient lieu tantôt dans des locaux du POB ou du syndicat, tantôt au domicile d'Italiens antifascistes.¹¹ Les dossiers de la police italienne nous renseignent avec précision au sujet de ces réunions, car un indicateur était introduit dans le groupe bordighiste de Bruxelles et ses rapports consignaient les décisions prises ainsi que l'identité des personnes présentes.¹² Même les réunions d'apparence les plus familiales, tel un réveillon de Nouvel An, étaient «infiltrées».¹³ Ces réunions consistaient surtout en discussions théoriques, car la formation idéologique des membres de la fraction—même ouvrière—était poussée. Le socialiste Lazzarelli notait, à propos des activités du «Circolo di educazione socialista» organisées à Bruxelles en 1935, qu'aux conférences culturelles «collaborano assiduamente i sinistri del PCI, il solo nucleo attivo».¹⁴

On y prépare aussi les numéros de *Prometeo* et *Bilan*. Leur publication était continue grâce à l'effort financier intense des membres de la

fraction, et ces journaux étaient également lus en France, notamment par la direction du PCI.¹⁵ *Prometeo*, avec ses cent cinquante-trois numéros, détient même le record de longévité des trente-trois périodiques italiens que j'ai recensés pour l'entre-deux-guerres en Belgique—si l'on excepte la revue publiée par la Chambre de commerce italienne.¹⁶ Les rédacteurs de *Prometeo* sont pour la plupart les mêmes que ceux de la revue théorique de la fraction, *Bilan*. Ottorino Perrone signe Vercesi et la communauté italienne reconnaît facilement sous le nom de «Gatto Mammoni» Virgilio Verdaro, grand ami des chats.¹⁷ «Pieri» ou «Rintintin» sont les pseudonymes de F. Borsacchi.¹⁸ La rédaction bruxelloise centralisait en outre les articles provenant de ses deux sections françaises.¹⁹ Quelques non-Italiens participent aussi aux activités de la fraction et écrivent dans ses revues: «Hilde(n)»,²⁰ «Michel» ou «Jacob»,²¹ «Mitchell»,²² A. Scœp,²³ A. Hennaut. Via ces contacts avec d'autres oppositionnels et notamment le groupe d'oppositionnels belges d'Adhémar Hennaut,²⁴ la fraction brisait ainsi son isolement et ne se ressentait pas comme un mouvement uniquement italien.

Qu'en était-il de ses contacts en Belgique avec les autres antifascistes italiens?

La «fraction» face aux autres antifascistes

Les bordighistes refusent de se joindre à l'«antifascisme» des autres partis et tendances.²⁵

Bilan consacre à ce thème un article intitulé *L'antifascisme: formule de confusion*.²⁶ Il considère que le «front commun antifasciste» est en fait un «syndicat des menacés par le fascisme», sans intérêts communs et n'ayant pas établi entre eux les objectifs de la lutte.

La concentration antifasciste n'obtient pas davantage grâce aux yeux de la fraction de gauche. Elle considère que son programme initial sur la République, la Constituante, «...fut évidemment extrêmement confus». ²⁷ Elle ne s'étonne pas de la «mort» de la concentration antifasciste qu'elle estime être un front interclasse appelé à disparaître. «Le prolétariat est la seule classe capable de renverser le fascisme, par le déclenchement de l'insurrection et de sa dictature.»²⁸

Bilan refuse également de collaborer avec un mouvement comme «Giustizia e Libertà», surgi «au sein des classes moyennes et de groupes d'intellectuels» et il lui applique l'adjectif, classique dans le vocabulaire de la fraction, de «confusionniste». Il estime que ce mouvement d'opposition est «confus dans ses formulations mais parfaitement reconnaissable quant à sa nature, par l'appui qui lui était donné par les personnalités marquantes de la démocratie italienne ayant occupé des postes de tout premier ordre dans les gouvernements précédant Mussolini». ²⁹ Pour *Bilan*, les frères Rosselli sont des ex-socialistes ou plutôt des bourgeois libéraux, et il rappellera ses réserves sur leur mouvement lors de leur assassinat.³⁰

C'est cependant contre les communistes «centristes» et les anarchistes que la fraction se déchaîne avec le plus de virulence.

Bilan prend de nombreuses fois position contre les procès de Moscou et prend la défense de ceux qu'on y appelle les «provocateurs trotskystobordighistes». La situation des opposants en URSS est longuement évoquée par Verdaro à propos des conditions de vie dramatiques qui y sont faites à sa compagne et à leur enfant.³¹ Un communiqué du Comité exécutif de la fraction accuse en 1929 le PCI qui, «al

fine di combattere contro la sinistra denuncia direttamente alla polizia fascista i compagni di sinistra che sono in Italia». ³² Cependant, à la même époque, *Prometeo* fait campagne pour sauver Terracini et s'en explique en montrant qu'il n'y a pas contradiction entre ces deux attitudes: «Noi in presenza della situazione difficile in cui si trova oggi Terracini, ne abbiamo preso la difesa ed non abbiamo messo in rilievo le differenze politiche che con lui abbiamo, al solo fatto di contribuire a rendere più compatto il movimento in suo favore e contro il fascismo.» ³³ Le journal de la fraction, qui fait aussi l'éloge de Michele Della Maggiora, un ouvrier communiste qui est le premier à être exécuté «légalement» par le régime de Mussolini, ³⁴ oppose son attitude «tolérante» à celle des centristes. Selon *Prometeo*, ceux-ci ne défendent que leurs propres militants en danger. «Gli altri devono essere dimenticati, soprattutto se si tratta di compagni di sinistra.» ³⁵

Les bordighistes ne sont guère plus tendres pour les anarchistes que pour les « staliniens ». Ils considèrent que les libertaires manquent de toute réflexion intellectuelle et théorique et qu'ils simplifient les problèmes de façon caricaturale. Pour les anarchistes: «Tutta la crisi comunista è bazzecola. Tutti i libri che si sono scritti a questo proposito finora: montagna di carta straccia. Tutta la campagna che da anni si combatte: uno scontro di rane. L'ostinata decisione con cui i compagni di sinistra affrontano le peggiori repressioni in Russia: un equivoco. E la riprova è là: vi sono dei capitolardi: per gli anarchici dei policanti che ritornano con i politicanti.» ³⁶

Cependant, sur le terrain, les bordighistes font également trêve dans leur lutte contre les anarchistes pour appuyer la campagne en faveur d'Angelo Bartolomei, incarcéré à Liège pour avoir tué un prêtre fasciste et qui est menacé d'extradition. *Prometeo* salue ce militant anarchiste qui «tiene un contegno fermo e coraggioso, capace di sollevare l'entusiasmo dei lavoratori.» ³⁷

Les positions politiques des bordighistes en exil L'impact du groupe

On peut se demander quel fut l'impact réel de ce petit groupe, appelé aussi «perroniste», sur l'ensemble des émigrés italiens de Belgique. Les bordighistes, au contraire des communistes «centristes», n'ont jamais été nombreux. La police mussolinienne ne relevait qu'une douzaine de militants ou sympathisants actifs à Bruxelles en 1935 (ACS, CPC, Enrico Cominotto). Outre ceux cités plus haut (O. Perrone, V. Verdaro, F. Borsacchi...), il faut mentionner Renzo Carrà, ³⁸ Enrico Russo, ³⁹ Carmelo Chillemi, ⁴⁰ Giovanni Consonni, ⁴¹ Carlo Gasco, ⁴² Alfredo Morelli, ⁴³ Bruno Proserpio, ⁴⁴ Vittorio Nonni. ⁴⁵ Des personnages au rôle encore mal défini, comme Ugo Girone, circulent autour de la fraction et l'ex-député communiste Ersilio Ambrogi aussi la surveille. ⁴⁶ De nombreux exilés italiens, expulsés de partout, sans moyens de subsistance, gravitent aussi dans l'entourage d'Ottorino Perrone, en quête de réconfort moral, d'aide juridique ou tout simplement d'un abri et de nourriture. Les membres de la fraction leur prodiguent souvent leur solidarité.

Numériquement faible, le groupe bordighiste de Bruxelles eut cependant une certaine influence sur la communauté italienne de Belgique par le prestige moral de son leader, par la continuité de sa presse (*Prometeo* est vendu à la sauvette aux portes des usines) et par l'intransigeance de ses prises de position. Il n'a pas connu, comme le Par-

ti communiste «officiel», des retournements idéologiques déroutants pour les militants obligés de passer en quelques mois de la critique du «social-fascisme» à la réalisation du Front populaire avec les socialistes.

Les bordighistes, idéologiquement constants, refusent toute «collaboration de classe», que ce soit dans le cadre de l'antifascisme ou au moment de la guerre d'Espagne. Pour la majorité de la fraction bordighiste, la guerre d'Espagne n'était pas réellement révolutionnaire car ce n'était pas une guerre de classes, mais entre fractions plus ou moins démocratiques de la bourgeoisie et des classes dominantes, appuyées chacune par des prolétaires.⁴⁷

De même, ils considéreront théoriquement la Deuxième Guerre mondiale comme un nouveau conflit entre divers impérialismes, conflit qui ne peut que nuire aux prolétaires, à moins qu'ils n'en fassent surgir—comme lors de la Première Guerre mondiale—la révolution.

La révolution reste en effet le but des bordighistes et ils prônent la «violence prolétarienne»: «La violenza proletaria è l'unica via che libererà il proletariato italiano.»⁴⁸

Ainsi, *Prometeo* est l'un des seuls organes à approuver franchement le geste de De Rosa tirant à Bruxelles sur le prince héritier Umberto ou l'attentat de Della Maggiora en Italie: «Della Maggiora è il faro che indica la via da percorrere per la vittoria, la via della vendetta proletaria, fecondatrice della liberazione.»⁴⁹

Pour les bordighistes, la nature de l'Etat soviétique est nettement contre-révolutionnaire.

Après avoir pris contact avec Trotsky, ils s'en sont détachés pour divergences idéologiques mais continuent à soutenir les opposants russes.

La Société des Nations est la «caverne des brigands impérialistes». Genève est le «repère».

Mais cette intransigeance théorique connaît sur le terrain des aménagements dus à des facteurs humains.

Bien sûr, les staliniens sont des monstres et les anarchistes des ignares, mais les bordighistes ne ménagent cependant pas, comme on l'a vu plus haut, leurs efforts pour sauver le communiste Terracini ou l'anarchiste Bartolomei des geôles fascistes.

Certes, l'antifascisme est une «formule de confusion», mais Perrone a, à Bruxelles, de nombreux contacts avec des socialistes italiens et belges, avec des anarchistes, et ne refuse pas des actions communes ponctuelles.

Dans la question de la guerre d'Espagne aussi, tous les bordighistes ne furent pas (contrairement à ce que le laisse penser l'ouvrage de Jean Barrot, cité en note 53) «purs et durs». Même si, théoriquement, ils étaient autant solidaires des Maures exploités par Franco que des républicains, et si le caractère révolutionnaire de la guerre civile n'était pas évident, des bordighistes pensèrent que les événements de Barcelone appelaient leur participation. Ils partirent en Espagne et certains, tel Mario De Leone, y moururent.

En fait, sur le terrain, les bordighistes furent beaucoup moins «sectaires» que ne le laissaient supposer leurs positions théoriques.

Ce groupe réussit à «tenir» en exil pendant vingt ans avec une base d'ouvriers immigrés et à élaborer, malgré les difficultés matérielles incessantes qui lui étaient opposées,⁵⁰ des positions originales et régulièrement remises en question sur les questions nationales, coloniales,

la fonction d'un parti révolutionnaire, etc... Dans cette constance politique à rechercher sans relâche le pôle de la Révolution, Ottorino Perone fut certainement la boussole du groupe.

Un intérêt actuel ambigu pour le bordighisme d'avant 1945

Plusieurs travaux universitaires se sont penchés dans les années 1970 et 1980 sur l'histoire de la fraction,⁵¹ via notamment l'étude des archives d'E. Ambrogi dont j'avais confié une copie à la BDIC de Nanterre.⁵² L'une des revues publiées en Belgique par les bordighistes, *Bilan*, a vu bon nombre de ses textes republiés.⁵³

Les travaux réalisés en France à ce sujet sont par ailleurs d'une qualité et d'une précision scientifique croissante mais posent le problème de savoir pourquoi ce groupuscule déclenche tant d'intérêt posthume.

Un certain nombre de «gauchistes» affirment être les héritiers spirituels de *Bilan* et de la fraction. Le «Courant Communiste International», par exemple, se réclame des traditions de l'opposition de gauche et assure tirer le meilleur de la tradition de *Bilan*. Jean Barrot notamment, dans son ouvrage, en assimilant la tendance majoritaire de la fraction à «la» fraction en général, affirme que c'est «pour l'essentiel, la gauche italienne qui a le mieux saisi les événements d'Espagne».⁵⁴

Même si les luttes de tendance qui se sont déroulées autour et dans la fraction bordighiste peuvent apparaître comme pathologiques, il reste que pour certains sa critique précoce du communisme soviétique semble avoir été prémonitoire. Les thèses originales de l'opposition italienne de gauche continuent donc régulièrement à séduire de petits groupes d'intellectuels par l'alternative radicale qu'elles proposent, alors que le «marxisme est devenu introuvable à force d'aménagements».⁵⁵

Curieusement, un autre groupe manifeste aussi de l'engouement pour les thèses de l'opposition de gauche italienne et il s'agit des révisionnistes.

On sait qu'il peut y avoir de troublantes accointances entre extrêmes, mais ici il est très clair que les révisionnistes cherchent à appuyer par les thèses bordighistes leur banalisation du fascisme.

En effet, ils remarquent que les bordighistes ont renvoyé dos-à-dos les deux «impérialismes» en lutte lors de la Deuxième Guerre mondiale sans vouloir prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre. Or, si cette remarque est exacte, cela ne veut en aucune manière signifier qu'il y ait jamais eu le moindre indice de sympathie des bordighistes pour le régime fasciste.

S'il ne faut pas participer aux guerres entre camps impérialistes (et les bordighistes ne font là que reprendre l'attitude de Rosa Luxembour et Karl Liebknecht pendant la Première Guerre mondiale), c'est qu'il faut ménager ses forces pour la guerre révolutionnaire, la seule qui mérite le sacrifice des prolétaires.

Le refus de prendre parti pour l'un des deux camps ne signifie donc nullement que les bordighistes n'aient pas haï le fascisme, mais ils croyaient que seul le prolétariat serait capable, par sa guerre révolutionnaire, de renverser le fascisme, forme extrême du capitalisme.

Contrairement à ce que veulent insinuer les révisionnistes, les bordighistes n'ont donc jamais sympathisé avec le fascisme ni même manifesté à son égard la moindre faiblesse. Ils en avaient été les pre-

mières victimes, en tant que communistes, en Italie, ils en connaissaient le caractère particulièrement sanglant mais ne voulaient pas le dissocier de sa matrice capitaliste dans la lutte qu'ils menaient.

La forme nazie du fascisme, en déferlant sur les lieux de leur exil, allait d'ailleurs immédiatement reconnaître en eux des ennemis et ne leur épargner aucune persécution.

Anne Morelli

Notes

¹ Sur les contacts entre Humbert-Droz et Bordiga, voir l'article que j'ai publié dans *Colloque sur l'Internationale Communiste-Centenaire Jules Humbert-Droz*, La Chaux-de-Fonds, 1992, pp 264 et 265.

² Les groupuscules bordighistes de l'après-guerre ont en outre connu de nombreuses scissions. Onorato Damen (1899-1979) notamment (*Prometeo — Battaglia comunista*) se détache en 1952 de Bordiga (*Programma comunista*) et fonde le PC internationaliste. Une nouvelle scission, en 1964, de *Programma comunista* donne *Rivoluzione comunista*. Ensuite apparaît le *Courant communiste international (Internationalisme)*, qui produisit les reprints de *Bilan* et une *Revue internationale*.

³ Voir l'inventaire du fonds et de la bibliothèque d'Ottorino Perrone dans les pages suivantes.

⁴ Archivio Centrale di Stato désormais ACS, CPC, 12.784.

⁵ Primo DE LAZZARI, *Antifascismo e resistenza a Mira*, ANPI, Mirà Venezia, s.d.

⁶ Dossier Police des Etrangers de Bruxelles 1.490.208.

⁷ Cf. Amadeo BORDIGA, *Ottorino Perrone: Una pagina della battaglia rivoluzionaria* in: *Programma comunista*, 22, 1967, republié en post-face à Ottorino PERRONE, *La tattica del Comintern 1926-1940* introduction et notes de Bruno BONGIOVANNI, edizioni sociali, Venezia 1976, pages 180 ss. Le corps du texte de Perrone avait été publié dans *Prometeo* d'août 1946 à novembre 1947. — Paolo SPRIANO, *Storia del partito comunista italiani* Turin 1978, volume 2, pages 192 et 272.

⁸ Bruno Proserpio (interview du 23 novembre 1979) me rappelait que c'était Perrone qui, en 1938, l'avait aidé alors qu'il était clandestin, l'avait recommandé à Isabelle Blume qui l'avait fait embaucher à la «Mondiale» (où il a travaillé jusqu'en 1968) et lui avait fait obtenir la maison qu'il occupait encore lors de l'interview. Pendant la guerre, alors qu'il était arrêté, c'est Ottorino Perrone qui soutenait matériellement sa femme et ses enfants.

⁹ Interview du 5 octobre 1981. Le pseudonyme d'H. Heerbrant dans la fraction était Hilde.

¹⁰ Cf. *Italia di Domani*, 4 novembre 1944. *Il problema dell'epurazione*, par Ottorino Perrone.

¹¹ La maison de mon grand-père lui-même accueillit souvent des réunions de la fraction.

¹² Voir Paolo SPRIANO, *Storia del partito comunista italiano*, tome 1, *Da Bordiga a Gramsci* Torino 1967. On peut trouver dans les archives de la police italienne de nombreux rapports à ce sujet (exemple ACS, CPC, 92, dossier 747).

¹³ ACS, Polizia politica, pacco 17, C4/1, 4 janvier 1934. Le rapport signale comme présents au réveil chez Roncoroni, Morelli Alfredo, Zecchini Bruno (beau-frère d'Ottorino Perrone), Enrico Russo, Renzo Carrà, Alberto Jacometti et sa femme, Vittorio Nonni « e infine il mio rappresentante ».

¹⁴ ACS, PS, 1935, b 26, J4C, *Front unique antifasciste*, lettre de Lazarelli à Mario Carlotti en date du 11 février 1935.

¹⁵ Giorgio AMENDOLA, *L'île*, (*op. cit.*), page 45, rapporte que vers 1931 Longo possédait la collection de *La Vérité*, l'organe trotskyste de Paris, et de *Prometeo*.

¹⁶ Anne MORELLI, *La presse italienne en Belgique, 1919-1945*, Paris-Louvain 1981.

¹⁷ Virgilio Verdaro (1885-1965). Professeur d'histoire et de géographie ayant adhéré au PSI en 1901 puis au PCI en 1921. Emigré en Russie, il en revint en 1931, violemment hostile au régime soviétique. Il vécut en Belgique de 1931 à 1940 (dossier PE A 1979). Sa double nationalité lui permit alors de se réfugier en Suisse.

¹⁸ F. Borsacchi, né à Florence le 13 février 1902. Adhère au mouvement socialiste à l'âge de 15 ans puis au Parti communiste. A Turin, il habitait Piazza Carlina la même maison que Gramsci. Condamné à deux ans de prison pour propagande antimilitariste, il émigre clandestinement à Paris où il travaille chez Renault. Il se rend régulièrement à Bruxelles pour les réunions du Comité exécutif de la fraction et présente la plate-forme de Bordiga au congrès du PCF. Il a des contacts à Paris avec Preobrajensky et Kamenev. Expulsé de France, Borsacchi arrive à Bruxelles en 1929. Il travaille comme typographe à la *Dernière Heure* et reste lié jusqu'à la guerre au groupe de Perrone. A la Libération, il rédigea des articles pour *Italia di Domani*. J'ai réalisé de très nombreuses interviews de F. Borsacchi de 1974 à 1991.

¹⁹ Paris et Lyon.

²⁰ Pseudonyme d'Henri Heerbrant, peintre-architecte à la commune d'Ixelles. Expulsé des Jeunesses communistes vers 1930, puis du groupe trotskyste, il rejoignit le groupe Hennaut et se rapprocha de la fraction bordighiste. Lorsque je l'ai interviewé le 5 octobre 1981, il professait toujours ces idées et collaborait avec des « groupuscules » bordighistes en Italie (successivement, il fut lié à *Battaglia comunista* de Damen, *Programma comunista*, *Filo del tempo* et *Edizione* 1975).

²¹ « Jacob »—ou « Michel », pseudonyme de Benjamin Feingold, arrêté pendant la guerre à Marseille et mort en camp de concentration. Il avait été en Espagne selon le témoignage d'Heerbrant.

²² Mitchell—de son vrai nom Mélis—fondé de pouvoir à la Westminster Bank, Belge mort à Buchenwald.

²³ A. Sœp, syndicaliste d'origine hollandaise ayant participé à la fondation du PCB aux côtés de Van Overstraeten.

²⁴ *Bilan* salue notamment la transformation du bulletin mensuel de la « Ligue des Communistes internationalistes » de Bulletin en imprimé et conseille à ses lecteurs de lire cet organe d'A. Hennaut. Les archives d'Hennaut ont récemment été versées au Groupe d'histoire et de sociologie du communisme de l'Université de Bruxelles

²⁵ *Prometeo*, 15 février 1929.

²⁶ 7, mai 1934.

²⁷ *Bilan*, 8, 1934.

²⁸ *Idem*.

²⁹ *Bilan*, 8, 1934

³⁰ *Bilan*, 42.

³¹ *Bilan*, 27, 1935.

³² *Prometeo*, 15 juin 1929.

³³ *Prometeo*, 1er juin 1929 et 15 juin 1929.

³⁴ *Prometeo*, 15 novembre 1929.

³⁵ *Prometeo*, 15 juin 1929

³⁶ *Prometeo*, 15 août 1929.

³⁷ *Idem*.

³⁸ Renzo Carrà (29 mai 1900-1957). Tailleur, époux de Linda Gagliardi. Pendant la guerre, il est arrêté, sur demande des autorités italiennes, pour ses opinions politiques antifascistes (7 septembre 1940) et interné à la prison de Ferrare. Rapatrié en Belgique en 1946 (MSP et interview de Linda Carrà le 16 juin 1974).

³⁹ Enrico Russo, né à Naples le 22 septembre 1895. Mécanicien, il figurait comme candidat aux élections de 1924 sur une liste d'Unità proletaria. Son activité politique est intense de 1924 à 1926. Arrêté plusieurs fois, il est condamné en 1926 à trois ans et demi de «confin» mais émigre clandestinement vers la France. De 1930 à 1940, il est à Bruxelles où il travaille comme linotypiste. Pendant la guerre d'Espagne, il se bat dans les brigades internationales sur le front d'Aragon puis rentre à Bruxelles. Arrêté le 10 mai 1940 jusqu'en 1943 (ACS, CPC, b; 4498).

⁴⁰ Carmelo-Antonio Chillemi, dit «le Chinois». Né à Limina, le 6 décembre 1894, ouvrier tailleur. Pendant la guerre, il est arrêté par les Allemands sur demande des autorités italiennes et envoyé en Allemagne, d'où il est rapatrié en Belgique en mai 1945 (MSP et *Italia di Domani*, 6 janvier 1945).

⁴¹ Giovanni Consonni signalé, de 1929 à 1936 au moins, comme membre actif de la fraction de Bruxelles.

⁴² Carlo Gasco, né le 9 décembre 1899.

⁴³ Alfredo Morelli (Naples 1897—Bruxelles 1977). Capitaine au long cours. Il part en 1922 pour Moscou où il dirige une usine d'aviation. Quitte l'URSS en 1930, n'est pas admis à séjourner en Suisse; expulsé de France, il s'installe à Bruxelles où il exerce différents commerces. Après la guerre, administrateur de sociétés.

⁴⁴ Bruno Proserpio (Milan 14 mars 1903—Bruxelles 1983). Adhère au PCI en septembre 1921. Victime de ses opinions en Italie, il s'expatrie clandestinement par le mont Cénis et arrive à Paris le 23 septembre 1926. Le PCI lui fournit un faux passeport. Il est expulsé de France en 1927. En 1929, il est à la tête d'un petit groupe de mineurs italiens bordighistes à Marchienneau-Pont. Expulsé de Belgique suite à une perquisition demandée par le consul de Charleroi, C. di Cossato, et malgré l'intervention de P. Vermeylen. Il erre au Luxembourg, en Suisse, en France et en Algérie, avant de rentrer clandestinement en Belgique en 1938. Interné à Merksplas, il réussit juste avant la guerre

à régulariser sa situation et à travailler comme mécanicien. Pendant la guerre, les fascistes italiens demandent à la Gestapo de l'arrêter comme « propagandiste communiste ». Arrêté le 5 octobre 1942, il est relâché peu après. (MSP; ACS, PS, 1929, sez. I busta 20, K I Belgio, 31 août 1919; *Italia di Domani* 6 janvier 1945; interview de Bruno Proserpio le 23 novembre 1979).

⁴⁵ Vittorio Nonni, né à Sienne le 5 mars 1901, syndicaliste puis momentanément fasciste, émigré clandestinement en France en 1923. Arrivé en Belgique en 1929, il était communiste depuis 1924 et s'était joint en 1927 à la fraction de gauche. En 1941, il décida de retourner en Italie (ACS, CPC, Ottorino Perrone, interrogatoire de Nonni en date du 2 novembre 1941).

⁴⁶ Cf. Anne MORELLI, *Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi (1922-1936)* in *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, Milan 1977, pages 173 à 291. Georges VERREKEN dans *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*, Paris 1975, a relevé le rôle des indicateurs dans les groupuscules trotskystes où, en amplifiant les divergences internes, ils suscitaient des scissions et précipitaient l'effritement de l'opposition.

⁴⁷ Cf. *Bilan*, 35-36-37.

⁴⁸ Cf. *Prometeo*, 15 novembre 1929.

⁴⁹ *Idem*.

⁵⁰ La simple possession d'un numéro de *Prometeo* suffisait à rendre un Italien suspect aux yeux de la police belge. Cf. des perquisitions opérées dans les milieux antifascistes italiens de Liège et rapportées par le *Journal de Liège* du 30 août 1928.

⁵¹ — Bruna TESO, mémoire de maîtrise préparé à l'Université de Paris I sous la direction de Jacques Droz, *Amadeo Bordiga, une expérience du communisme*, Paris 1971-1972.

— Philippe BOURRINET, mémoire de maîtrise préparé à l'Université de Paris I sous la direction de Jacques Droz, *La gauche communiste italienne (1926-1945), ébauche d'une histoire du courant bordighiste*, Paris 1979-1980.

— Nadya DE BEULE (*Het belgisch trotskisme, De geschiedenis van een groep oppositionele kommunisten 1925-1940*, Gent 1980, pages 184 à 186) a consacré trois pages à la fraction de gauche italienne. Elle s'est basée uniquement pour les écrire sur l'interview de trois militants belges, sans consulter la presse bordighiste parue en Belgique (elle semble même ignorer l'existence de *Bilan*) ni les travaux français réalisés sur la fraction en Belgique. Elle pose comme des énigmes des pseudonymes résolus depuis longtemps (cf. page 186: De Italianen leefden hier allen onder een schuilnaam, niemand kende de echte naam van Michel of Rintintin bijvoorbeeld, wat de identifikatie nu bemoeilijkt. J'avais, par exemple, dès 1977 publié dans les *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli* des bribes de l'interview que m'avait concédée «Rintintin» alias «Pieri», c'est-à-dire F. Borsacchi en 1974).

— Michel ROGER, *Histoire de la gauche italienne dans l'émigration, 1926-1945*, mémoire de maîtrise, Paris 1982-1983, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, sous la direction de Madeleine REBERIOUX.

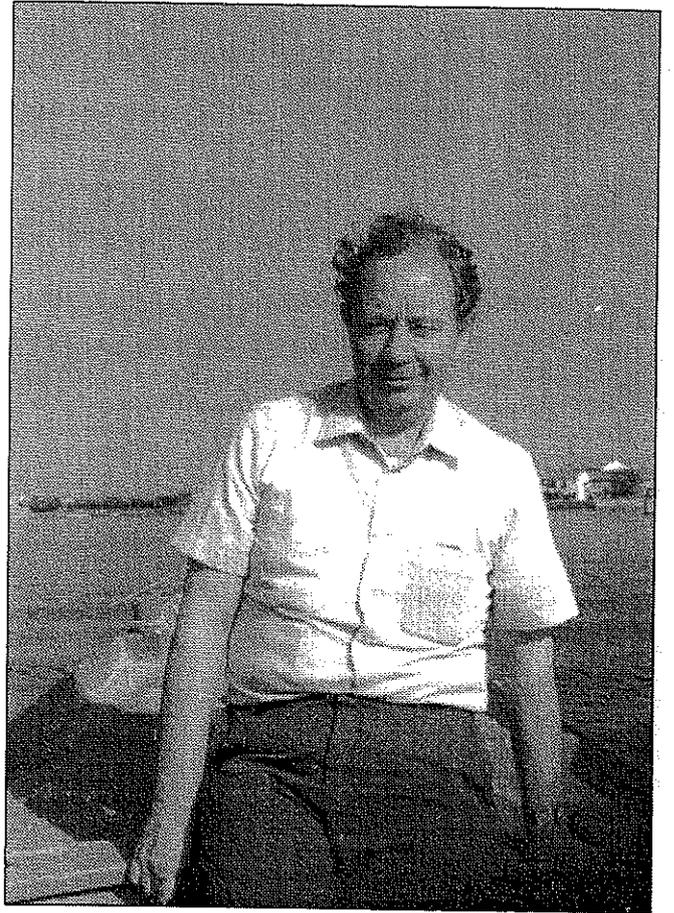
⁵² Cf. Anne MORELLI, *Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi (1922-1936)* in *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, Milan 1987, pages 173 à 291, et spécialement sur l'origine des fonds, page 184.

⁵³ *Bilan, contre-révolution en Espagne 1936-1939*, textes réunis et présentés par Jean BARROT (pseudonyme) collection 10/18, Inédit, Paris 1979. D'autres textes de *Bilan* ont été republiés: *Vers l'Internationale 2/3 et 3/4* (critique de Trotsky parue dans le N° 1 en 1933) par le *Bulletin d'Etude et de Discussion*, N° 6; les articles résumant *Les Principes de base...* (N°s 19, 20, 21) par les *Cahiers du Communisme de Conseil*, N° 11; *La Chine soviétique* (N°7)

dans *Le Tigre de Papier*; le manifeste lancé par la gauche communiste après mai 1937, par *Invariance*, a.s., N° 7. Quelques extraits sur le 6 février 1934 sont reproduits dans *La légende de la gauche au pouvoir*. Différents extraits sur la guerre d'Espagne sont parus dans la *Revue théorique du CCI* (N° 2, 12, 13, 14 et 33, etc.). Sur le fascisme, cf. aussi *Communisme et fascisme*, Ed. P.C., recueil de textes du début des années vingt, et les *Thèses de 1945*, in: *Invariance*, a.s., 9.

⁵⁴ *op cit*, page 64.

⁵⁵ L'expression est de Michel ROGER dans sa thèse de doctorat citée en note 51.



Amadeo Perrone (1929-1987)

Ottorino Perrone, une pensée à découvrir

Avant son arrivée à Bruxelles en 1927, O.Perrone a déjà vécu nombre d'épisodes centraux de l'évolution du mouvement communiste italien et est devenu en 1924, un des organisateurs de la conférence clandestine du P.C.I. à Côme. Il représente le parti au cinquième congrès de l'Internationale. En 1925, il est l'initiateur d'une démarche originale au sein du P.C.I. Avec quatre députés du P.C.I. au parlement italien: Onorato Damen, Fausto Guello, Bruno Fortichiari et Luigi Reposi et deux autres membres dirigeants du parti: Carlo Venegoni et Udo Girone, Perrone constitue un «*Comitato d'intesa*» qui signe dans *L'Unità* du 7 juin une lettre manifestant la volonté de maintenir intact pour la gauche du parti son potentiel de travail théorique et critique au sein de l'organisation. C'est la première forme d'apparition de cette notion de «fraction» que Perrone défend dès ce moment et dont il élaborera en profondeur le concept. Si 1926 est l'année de la marginalisation de la Gauche dans le P.C.I., elle est aussi celle de la déportation à Ponza, de Bordiga qui s'efface de la politique pendant 20 ans, en laissant dans sa *Lettre à Karl Korsch* (28 octobre 1926) un dernier exposé de ses positions sur le rôle de la Gauche communiste. Perrone aura à coeur dès ce moment d'en assumer la destinée politique au plus haut niveau. Clandestin à Milan, émigré à Paris, expulsé, Perrone s'installe enfin à Bruxelles. Sur le plan professionnel, il occupe le poste de comptable à l'Association libre des compositeurs et typographes de Bruxelles, fonction qu'il conserve de septembre 1929 au 4 juin 1940 et reprend après guerre. Sur le plan politique, il anime les groupes qui vont se constituer en «fraction de gauche du P.C.I.» en avril 1928, lors d'un congrès tenu à Paris (Pantin). Exclue officiellement du parti, cette fraction n'en continuera pas moins à prétendre à cette dénomination jusqu'en 1935¹. Les années 1928 à 1933, marquées par les débats dans l'opposition internationale, voient Perrone se démarquer de plus en plus nettement des conceptions organisationnelles de Léon Trotski. Pour lui, c'est la recomposition théorique et la formation des militants qui passent à l'avant-plan. Il déploie en ce sens une activité extraordinaire en animant la revue *Prometeo*, en impulsant un *Bulletin d'Information de la Gauche communiste italienne* ronéotypé, puis la fameuse revue *Bilan*, imprimée cette fois (46 numéros), enfin le dernier organe *Octobre*, qu'il lance à la veille de la guerre, le tout sans autres moyens financiers que les cotisations des membres. C'est dans *Bilan* que le lecteur apprend, en octobre 1935, que le groupe, après une confrontation globale, a changé de dénomination. Rompant définitivement toutes amarres avec le P.C.I., il se reconnaît dès lors comme «Fraction de la Gauche communiste», c'est-à-dire un organe dont la responsabilité est celle de recomposer un nouveau parti.

■

Pour pénétrer dans la pensée d'Ottorino Perrone, une bonne connaissance de sa trajectoire, de ses liens très privilégiés avec Bordiga est nécessaire. Mais l'approche indispensable reste la lecture de ses nombreux textes en italien et en français, toujours à repérer dans les journaux et les revues. Nous en avons dressé, en annexe, une bibliographie, encore incomplète certes, mais où le lecteur trouvera les passages

obligés. Le fait que les écrits de Perrone faisaient intrinsèquement partie de la vie des groupes qu'il animait, l'indispensable utilisation des pseudonymes, l'éparpillement de certains textes, voire leur absence rendent évidemment le parcours encore incertain. Mais il ne faut pas oublier que c'est cette même insertion dans la vie d'organismes politiques actifs dans une époque difficile mais très importante sur le plan théorique, qui en fait aussi tout l'intérêt.

De la fraction, on connaît en général uniquement sa position politique de démarcation contre l'antifascisme, qui procède d'une interprétation de la seconde guerre mondiale comme *guerre contre la classe ouvrière*, les deux camps étant reconnus contre-révolutionnaires. Cette position que n'ont pas partagée tous les membres issus du courant abstentionniste, mais à laquelle s'est ralliée une minorité de la *Ligue des Communistes Internationalistes*, dont l'animateur, le Belge Jean Mélis est la seconde personnalité marquante des fractions avant guerre, présente ce qu'il y a de plus palpable et elle joue encore un rôle dans l'après-gauchisme des années soixante-dix.

Ce qu'on ignore par contre, c'est qu'Ottorino Perrone a mené d'autre part un intense travail de clarification politique, dont les résultats n'ont été que très partiellement assimilés. Pourtant, que seraient les revues *Bilan* et *Octobre* sans ces textes denses, de *La crise du mouvement communiste à La question de l'Etat*, en passant par l'exposé théorique le plus élaboré qu'il ait tenté: la série intitulée *Parti - Internationale - Etat*, véritable bilan de l'expérience russe et point de départ de ses positions plus concrètes sur le travail de la fraction, sur l'antifascisme, sur les guerres nationales...?

C'est ici que la démarche spécifique d'Ottorino Perrone est particulièrement mise en valeur. S'il défend à fond son travail de clarification, ses «idées», il sait en même temps promouvoir un travail collectif dont les bases soient en permanence assumées par le groupe. Son rôle est donc autant celui d'un leader, avec le charisme qu'il implique, celui d'un homme toujours prêt à défendre un individu ou un groupe social (même un ennemi politique) lorsqu'il est victime d'une oppression, que celui d'un pionnier qui s'aventure hardiment dans des terres idéologiques inconnues.

Il n'est pas rare qu'on associe la recherche d'une rigueur politique avec une intransigeance, une raideur sur le plan des comportements personnels. Perrone a l'immense mérite de s'éloigner autant que possible de ce schéma. Non, il n'entretient pas de relations avec des courants politiques socialistes, il n'utilise pas leurs locaux pour ses réunions... Ses démarcations politiques sont toujours très nettes: pour lui, les socialistes après 1914 autant que les communistes («centristes») après 1935 sont des *ennemis politiques*. Mais sur le plan humain, des contacts existent, et de même qu'il intervient personnellement ou avec son groupe syndical contre l'expulsion de «centristes», Perrone reçoit le soutien de quiconque veut le soutenir, à condition précisément qu'il s'agisse d'un appui personnel sans alliance politique. C'est dans ce sens qu'il orientera son action au sein de la Croix-Rouge internationale pendant la guerre, c'est ainsi que s'explique sa présence dans le Comité de coalition antifasciste en 1944, sans que cette action représente la moindre faille par rapport à sa critique de l'antifascisme. C'est ainsi aussi que doit se comprendre sa fonction de

secrétaire syndical. L'autonomie d'une position de défense des opprimés par rapport à tout engagement politique est, dans son esprit, fondamentale. Un des éléments biographiques clarifiés grâce aux archives du fonds Perrone est l'épisode de la triple tentative d'exclusion dont on essaiera de le frapper dans le syndicat en 1938, triple: 1° parce qu'elle veut expulser un militant syndical pour raison idéologique, à savoir qu'il ne soutient pas un parti politique (les républicains espagnols); 2° parce qu'elle lui ferait perdre sa place professionnelle de secrétaire syndical; 3° parce que la perte de cette place mènerait à son expulsion probable de Belgique. La défense (victorieuse) qu'il prononce à cette occasion devant la commission syndicale est un très beau texte.

Une pratique identique régit la discussion politique. La présence de thèses étrangères à la fraction (A. Soep, A. Hennaut, A. Rosmer...) dans les colonnes de *Bilan* ne doit jamais être comprise comme une adhésion quelconque de la fraction ou de Perrone lui-même aux thèses conseillistes, ni même comme une proximité de pensée voire une hésitation. Elle relève du point de vue qui consiste à encourager des camarades qui n'ont pas trahi et ce, dans une volonté d'élucidation. La publication de leurs thèses doit les aider eux-mêmes à voir clair. Il en ira ainsi au moment des désaccords sur la guerre d'Espagne: alors que la minorité de la fraction fait dissidence et condamne ce qu'elle appelle «la trahison» et «l'intellectualisme» de la majorité, ceci n'empêche nullement *Bilan* de continuer à en publier les thèses.



Il serait absurde d'exposer ce que furent les positions politiques de Perrone et son patient travail de clarification, en dehors d'une publication de ses textes principaux. Mais l'objectif ici est plus précis, il consiste à introduire au fonds des Archives Perrone. Or, celles-ci sont quasi muettes sur la période centrale de l'activité politique d'Ottorino Perrone, de 1924 à 1940. La raison en est simple: ses papiers ont été perdus au cours de la guerre. A l'exception de quelques documents personnels et d'une collection des publications de la fraction, ce fonds propose essentiellement des documents d'après-guerre, dans lesquels le travail politique original qu'il a mené de 1928 à 1940 n'est évoqué qu'incidemment, à travers les développements du courant «bordighiste» dont il ne fut partie prenante que bien extérieurement.² Mais c'est aussi le principal intérêt de ces archives que le fils de Perrone, Amadeo, a laissées au Groupe d'histoire du communisme de l'U.L.B., que de permettre cette identification d'Ottorino Perrone «aux frontières du courant bordighiste» entre 1945 et 1957, soit pendant les douze dernières années de son existence.

Jusqu'à nos jours on a surtout abordé l'attitude de Perrone, sa démarche, sa méthodologie politique et donc son apport original, à travers le prisme du «bordighisme». L'intérêt de ces Archives est de montrer comment ce prisme a agi, comment et jusqu'à quel point Perrone a pu défendre ses conceptions à partir de 1945 et jusqu'à sa mort, contre le courant officiel du «bordighisme», en désaccord avec Bordiga lui-même.³ C'est dire si l'histoire de ces confrontations, de ces silences aussi est importante pour saisir l'apport d'un tel homme.

Le courant dit «bordighiste» s'est constitué à partir de 1945 autour de quatre pôles bien différenciés: Amadeo Bordiga, Onorato Damen,

secrétaire syndical. L'autonomie d'une position de défense des opprimés par rapport à tout engagement politique est, dans son esprit, fondamentale. Un des éléments biographiques clarifiés grâce aux archives du fonds Perrone est l'épisode de la triple tentative d'exclusion dont on essaiera de le frapper dans le syndicat en 1938, triple: 1° parce qu'elle veut expulser un militant syndical pour raison idéologique, à savoir qu'il ne soutient pas un parti politique (les républicains espagnols); 2° parce qu'elle lui ferait perdre sa place professionnelle de secrétaire syndical; 3° parce que la perte de cette place mènerait à son expulsion probable de Belgique. La défense (victorieuse) qu'il prononce à cette occasion devant la commission syndicale est un très beau texte.

Une pratique identique régit la discussion politique. La présence de thèses étrangères à la fraction (A. Soep, A. Hennaut, A. Rosmer...) dans les colonnes de *Bilan* ne doit jamais être comprise comme une adhésion quelconque de la fraction ou de Perrone lui-même aux thèses conseillistes, ni même comme une proximité de pensée voire une hésitation. Elle relève du point de vue qui consiste à encourager des camarades qui n'ont pas trahi et ce, dans une volonté d'élucidation. La publication de leurs thèses doit les aider eux-mêmes à voir clair. Il en ira ainsi au moment des désaccords sur la guerre d'Espagne: alors que la minorité de la fraction fait dissidence et condamne ce qu'elle appelle «la trahison» et «l'intellectualisme» de la majorité, ceci n'empêche nullement *Bilan* de continuer à en publier les thèses.



Il serait absurde d'exposer ce que furent les positions politiques de Perrone et son patient travail de clarification, en dehors d'une publication de ses textes principaux. Mais l'objectif ici est plus précis, il consiste à introduire au fonds des Archives Perrone. Or, celles-ci sont quasi muettes sur la période centrale de l'activité politique d'Ottorino Perrone, de 1924 à 1940. La raison en est simple: ses papiers ont été perdus au cours de la guerre. A l'exception de quelques documents personnels et d'une collection des publications de la fraction, ce fonds propose essentiellement des documents d'après-guerre, dans lesquels le travail politique original qu'il a mené de 1928 à 1940 n'est évoqué qu'incidemment, à travers les développements du courant «bordighiste» dont il ne fut partie prenante que bien extérieurement.² Mais c'est aussi le principal intérêt de ces archives que le fils de Perrone, Amadeo, a laissées au Groupe d'histoire du communisme de l'U.L.B., que de permettre cette identification d'Ottorino Perrone «aux frontières du courant bordighiste» entre 1945 et 1957, soit pendant les douze dernières années de son existence.

Jusqu'à nos jours on a surtout abordé l'attitude de Perrone, sa démarche, sa méthodologie politique et donc son apport original, à travers le prisme du «bordighisme». L'intérêt de ces Archives est de montrer comment ce prisme a agi, comment et jusqu'à quel point Perrone a pu défendre ses conceptions à partir de 1945 et jusqu'à sa mort, contre le courant officiel du «bordighisme», en désaccord avec Bordiga lui-même.³ C'est dire si l'histoire de ces confrontations, de ces silences aussi est importante pour saisir l'apport d'un tel homme.

Le courant dit «bordighiste» s'est constitué à partir de 1945 autour de quatre pôles bien différenciés: Amadeo Bordiga, Onorato Damen,

Bruno Maffi et Ottorino Perrone, tous quatre se référant à l'expérience et aux positions politiques de la fraction abstentionniste, sous la direction de Bordiga de 1917 à 1926. Des relations complexes nouées entre les trois premiers courants et de l'exclusion du quatrième est née la multitude d'organisations qui ont constitué le «bordighisme» des années 70 en Italie et en France.⁴

Perrone a mené son combat politique avec une rigueur et une intransigeance à la mesure de l'importance qu'il accordait à ce travail de clarification, condition centrale d'une reprise de l'action révolutionnaire. Il considérait essentiel, pour opérer cette clarification, de donner une juste place aux autres courants. Par contre ni la tradition «bordighiste» ni celle de la «gauche communiste» n'ont agi de même à son égard. C'est ce qui explique que, 40 ans après sa mort, les travaux de Perrone restent systématiquement minimisés, voire niés.

On peut en connaître les développements jusqu'en 1939 par les textes publiés dans les revues *Prometeo*, *Bilan* et *Octobre*. Il est beaucoup plus malaisé de décoder la nature des divergences qui surgirent entre 1943 et 1945. Les interventions de Perrone dans le *Comité de coalition antifasciste*⁵ ont été l'occasion - ou le prétexte - d'une véritable exclusion de Vercesi⁶ par les autres courants, qui ont voulu voir là une renonciation à toute son activité d'avant-guerre, de l'opportunisme etc. etc. Sur ces démêlés, bien des documents manquent cruellement à l'appel. C'est ainsi qu'on peut trouver de la part des futurs «bordighistes» comme de la part de la future «gauche communiste» des critiques virulentes d'un texte fondamental de Vercesi, intitulé *De la troisième à la quatrième Internationale. Pour la sauvegarde des fractions de gauche*, mais le texte lui-même n'a pas encore pu être retrouvé. Les Archives de l'U.L.B. apportent toutefois quelques précisions sur les rapports tendus qui existent à ce moment. Confrontées avec les données d'autres fonds, elles permettront peut-être l'élucidation des controverses de cette période où la clandestinité ajoute encore aux difficultés de reprendre sur le terrain même, l'Italie, un combat interrompu pendant 20 ans.

Pour la période qui suit, les archives Perrone sont une réelle mine de renseignements. Et d'abord sur le rôle que joue Ottorino Perrone dans la formation du Parti communiste internationaliste. Jusqu'en 1946, ce rôle est central et la double exclusion qui l'a frappé⁷ n'a en rien diminué son extraordinaire ascendant. Comme leader de la fraction de 1928 jusqu'à la guerre, il est bien resté au coeur du mouvement et on le retrouve parmi les rédacteurs de la *Plate-forme politique* adoptée en 1945. C'est lui par exemple qu'il faut identifier comme l'auteur de la partie qui concerne la situation politique internationale, c'est lui encore qui a manifestement écrit la préface à la traduction française de cette plate-forme, où figure l'historique de la fraction de 1928 à la guerre. Perrone a en outre notoirement contribué à lever les réticences de Bordiga, le grand absent des premières conférences du «parti». Il a ainsi créé et entretenu le lien entre ceux qui, de 1946 à 1948, ... vont s'unir pour écarter du parti les thèses dites «perronistes» ou qui, carence plus grave encore, vont contester jusqu'à l'existence de son travail théorique original pour condamner simplement des prises de position jugées extravagantes et qualifiées de «liquidation».